

Ce que fait un peuple avant de voter pour leur indépendance

Et ce que font ceux qui échouent.

L'indépendance n'est pas une émotion collective portée à son paroxysme par un soir de référendum. C'est un rapport de force organisé, et dans l'histoire contemporaine, ce rapport se gagne ou se perd bien avant le vote. La ferveur populaire ne suffit pas. Le courage ne suffit pas. Ce qui fait la différence, c'est l'état de préparation d'un projet étatique au moment où le peuple se prononce.

Trois voies mènent vers la souveraineté. Deux échouent systématiquement face à un État central qui a les moyens de résister. Une seule fonctionne.

La première, la plus séduisante, est la voie déclarative pure. On annonce l'indépendance, on tient un référendum, et on remet à plus tard la question de savoir comment fonctionnera concrètement le nouvel État. On promet des négociations harmonieuses avec l'État sortant. On mise sur la bonne volonté des institutions existantes. Cette approche séduit parce qu'elle paraît pragmatique et rassurante : pas de rupture brutale, juste un vote, puis on verra.

Le problème, c'est que l'État sortant voit exactement la même fenêtre, et il l'utilise différemment. Pendant la période d'incertitude que crée un référendum sans architecture institutionnelle préparée, c'est lui qui contrôle la fiscalité, les marchés financiers, la légitimité juridique internationale et les appareils de communication. Il n'a pas besoin de réfuter le projet : il lui suffit de laisser l'incertitude faire son travail. C'est exactement ce qui s'est passé en Écosse en 2014. Le mouvement pour l'indépendance avait la mobilisation, des sondages favorables à mi-campagne, et une énergie réelle. Il n'avait pas de réponse claire sur la monnaie, sur l'adhésion à l'Union européenne, sur la structure bancaire. Londres n'a eu qu'à poser les questions. Le camp du Oui n'avait pas les réponses. Le résultat : 45 % en faveur, un plafond impossible à percer sans certitude institutionnelle. Jamais la cause de l'indépendance écossaise n'avait été aussi forte en termes de mobilisation. Ça n'a pas suffi.

La deuxième voie mise sur la pression populaire, la mobilisation de rue, l'opinion internationale et la force symbolique du mouvement. Elle peut fonctionner contre des régimes fragiles ou illégitimes, comme elle a fonctionné, partiellement et douloureusement, dans plusieurs ex-pays soviétiques ou dans certains contextes postcoloniaux où l'État central avait déjà perdu toute légitimité. Mais face à un État libéral disposant d'institutions solides, d'une légitimité constitutionnelle reconnue et de relais économiques puissants, cette stratégie rencontre un mur. La pression symbolique ne convainc pas les marchés. Elle ne rassure pas les entreprises qui doivent planifier à cinq ans. Elle n'obtient pas non plus la reconnaissance internationale. Les États établis ont tout à perdre à valider une souveraineté populaire qui contourne leur propre cadre constitutionnel. Ils n'encouragent pas ce qu'ils redoutent chez eux. Au Québec en 1995, 49,4 % des voix avec la plus forte mobilisation souverainiste de l'histoire n'a pas suffi, précisément parce que le lendemain du Oui n'était pas institutionnalisé. Ottawa n'avait qu'à attendre. Il a attendu. Il recommencerait.

Ceux qui s'arrêtent à ces deux voies ont quelque chose en commun : ils demandent aux électeurs de voter pour un projet. Ceux qui réussissent leur demandent autre chose : de ratifier une réalité déjà organisée.

C'est la troisième voie. Avant le référendum décisif, le mouvement a préparé une constitution, des lois organiques transitoires, un cadre fiscal autonome, une doctrine de sécurité, un régime de citoyenneté et un plan de transition administrative détaillé. Mais ce qui compte n'est pas la liste : c'est que les institutions ne sont plus promises, elles sont prêtes. Les règles du jeu du lendemain sont connues des entreprises, des investisseurs, des partenaires commerciaux. L'incertitude, qui est l'arme principale de tout État central qui résiste, est neutralisée avant même que la campagne commence.



Certains objecteront que construire l'État avant le vote revient à présupposer son résultat. C'est inverser la logique du processus. Préparer un État prêt à s'enclencher n'est pas imposer un fait accompli : c'est exactement ce que font les assemblées constituantes légitimées par le droit international, et c'est ce qu'ont fait des nations dans des contextes très différents. La Slovaquie, en 1993, n'a pas proclamé son indépendance dans un vide : les cadres administratifs et budgétaires avaient été préparés pendant les mois précédant la séparation de la Tchécoslovaquie. Le Monténégro, en 2006, avait organisé son référendum après des années d'institutions distinctes de la Serbie. On dira que ces États n'avaient pas face à eux une puissance fédérale avec les leviers d'Ottawa. C'est vrai. C'est précisément pourquoi le niveau de préparation requis est plus élevé dans le cas québécois, pas pourquoi il serait inutile. Un État mieux armé pour résister exige un projet mieux construit pour convaincre.

Ce renversement change la dynamique complète. La résistance fédérale cesse d'être un argument contre l'indépendance pour devenir une illustration de sa nécessité. Chaque blocage d'Ottawa renforce la légitimité du projet, à condition que les institutions québécoises soient déjà en mesure d'absorber le choc sans chaos visible. La population ne vote pas pour un espoir : elle prend possession de quelque chose qu'elle a déjà construit.

Ceux qui échouent arrivent au scrutin avec des slogans et des promesses de négociations harmonieuses. Ils demandent un chèque en blanc. Ceux qui réussissent arrivent avec un État en attente d'activation. Ils présentent une facture déjà réglée.

L'indépendance ne se réclame pas. Elle se démontre. Le vote n'est pas le commencement du projet : il en est la conclusion logique.

Louis-Martin Carrière